

"Puisque ces mystères nous dépassent, feignons d'en être les organisateurs"

(réflexion sur la politique scientifique suisse)

Charles Kleiber

Texte intégral du discours du secrétaire d'Etat Charles Kleiber, directeur du Groupement de la science et de la recherche, à l'occasion de la Journée de la science, à l'EPFL, le samedi 3 novembre 2001

C'était impossible, impensable, incongru, inimaginable.
C'était hors de question, hors d'entendement. En quelques jours tragiques, c'est devenu réalité.

Le risque était négligeable, il a été négligé. Le scénario du pire était impensable, il n'a pas été pensé. Cela n'avait pas de sens; saurons-nous lui en donner?
On nous annonçait la fin de l'histoire; on nous proposait la pax americana pour l'éternité; on nous répétait que le seul horizon était le marché; on suggérait que la meilleure manière de maîtriser l'économie était de lui obéir; on murmurait que l'économie publique faisait partie des problèmes et pas des solutions; on faisait confiance à la science pour qu'elle répare la planète que, lentement, nous détruisons; on se laissait emporter par le grand fleuve tranquille du changement qui nous promettait le progrès; on ne savait pas où on allait mais on y allait. La raison allait l'emporter*

Quelques jours et tout a basculé. Nos idéologies et nos dogmes, construits pour résister à l'information et à la connaissance, se sont effondrés comme les tours. Nos certitudes et notre prêt-à-penser ont été cloués au sol comme nos avions. Et voilà que la mort rôde; peut-être le pire est-il encore à venir. Et voilà que la société a la gueule de bois et que l'économie est sonnée. Et voilà qu'apparaît un nouvel animal: le patriotisme économique. Et voilà que face au drame, à l'épreuve de l'insécurité, nous redécouvrons le besoin de communauté, la primauté de l'intérêt général, la nécessité d'être gouverné, l'importance des services publics et de leur bon fonctionnement. Et voilà que le monde que nous avons construit et dont nous sommes responsables nous fait peur; la barbarie n'est pas loin. En quelques jours, nous avons perdu notre innocence et nous comptons les morts dans un monde désemparé.

S'il n'y avait derrière ces cataclysmes des vies brisées, s'il n'y avait du malheur à vif, s'il n'y avait d'immenses dommages collatéraux, je dirais: tant mieux. La question du "comment" qui nous a si longtemps obsédée fait enfin place, à la question du "pourquoi" ou du "pour quoi". C'est donc le moment, à partir de nos peurs, de nos doutes, de notre désarroi de nous repenser. C'est l'occasion, sur nos décombres, sur la raison fissurée de nous refonder et de découvrir d'autres manières, peut-être d'autres raisons de vivre. Mais qu'avons-nous vraiment appris? Au moins deux leçons très simples :

D'abord, que l'interdépendance des peuples et des cultures l'emporte désormais sur leur indépendance. Qu'on le veuille ou non, pour le meilleur et pour le pire, que l'on soit globomaniaque ou globophobique il n'est plus possible d'être intelligent, riche,

heureux, en paix tout seul. Nous avons besoin des autres et les autres ont besoin de nous. Nous sommes responsables de ce qui se passe ici et de ce qui se fait là-bas. La démocratie, la science, l'économie, le commerce, la culture, la justice ne peuvent prospérer hors d'un cadre mondial. L'urgence est donc la construction patiente, tenace, difficile d'un ordre public international capable d'organiser et de maîtriser la mondialisation pour transformer l'interdépendance en intersolidarité. Le monde est notre affaire. Notre unique planète est aussi notre patrie.

Deuxièmement, que la misère, l'absence de perspective, l'amertume et l'humiliation des peuples constituent une bombe à retardement qui ne peut être désamorcée que par le partage de la richesse et de la connaissance. Quand comprendrons-nous que, confrontés aux mêmes problèmes de vie et de mort, nous vivons une communauté de destins? L'autre est devenu notre semblable.

Il faut donc changer. Mais le changement n'est pas un grand fleuve tranquille coulant dans le sens de l'histoire vers un progrès inéluctable. Le changement est continuité et rupture, découvertes et renoncement, mort parfois. Il est fait de bifurcations, il est chargé de risques et rien jamais n'exclut le pire. Mais le changement est une condition de survie. Tout changer pour que rien ne change, disait le Guépard * et le peuple suisse, qui en parle peu mais fait beaucoup.

Ces deux leçons ne sont que le rappel banal d'une sagesse oubliée dans l'abondance et la sécurité. Mais si nous n'y prenons garde avant même que la poussière de New York ne soit retombée, de nouvelles convictions, de nouvelles habitudes, de nouvelles routines aussi résistantes à la connaissance et à l'information remplaceront nos défuntes certitudes. D'où la nécessité d'un examen de conscience et d'un effort de lucidité. D'où l'urgence, puisque c'est elle qui nous réunit aujourd'hui, de questionner la science. N'est-ce pas elle, toutes disciplines confondues, qui produit et diffuse les connaissances qui devraient être à la source de la compréhension de la nature, de la société et du monde? N'est-ce pas elle qui devrait déchiffrer le passé, dire le présent et éclairer notre marche titubante vers une improbable sagesse? Que chacun dise d'abord ses doutes. C'est ce que je vais m'efforcer de faire à propos de l'organisation scientifique et à partir de cette question centrale: comment orienter concrètement la production et la diffusion du savoir, pour qu'il rende le monde plus intelligible et nous plus intelligents, plus vigilants, plus intolérants à ce prêt-à-penser trompeur qui prend trop souvent le masque de la vérité? Dans cette perspective, j'aborderai successivement quatre thèmes: la dynamique de la science, les menaces qui pèsent sur la connaissance et les relations science-société-économie.

La dynamique de la science

La science est inarrêtable, inévitable et irrésistible.

Inarrêtable parce que l'on n'arrête pas le besoin de comprendre, la passion de la découverte et de l'invention qui désignent l'espèce humaine dans sa singularité et dans ce qu'elle a peut-être de plus noble. Inarrêtable parce qu'elle se nourrit d'elle-même et de ses propres résultats par une réaction en chaîne: une découverte en permet une autre qui en appelle une troisième et ainsi de suite, tandis que la

capacité de traitement de l'information croît tous les jours et alimente ce processus.

Inévitable parce que nous n'avons rien de mieux. "Essayer l'ignorance", suggérait Einstein à ceux qui auraient pu en douter.

Irrésistible parce que la connaissance est devenue le premier facteur de production, celui dont dépend souvent la survie des entreprises. Irrésistible parce que la technologie née de la science et nourrie par elle, est porteuse d'immenses progrès. Irrésistible parce que la pression concurrentielle sur la technoscience ne cessera d'augmenter parallèlement à la globalisation de l'économie. Irrésistible parce que la technoscience fait désormais partie de la compétition scientifico-économique globalisée, cette sorte de guerre apaisée que se livrent les Etats. Irrésistible parce que, pris dans cette logique, ces mêmes Etats n'ont d'autre choix que d'attirer les meilleurs scientifiques en leur offrant revenus, permis de travail, équipement et législation tolérante, toutes choses favorables aux projets les plus exaltants et les plus risqués. Irrésistible parce que savoir, profit et pouvoir sont désormais unis par des liaisons dangereuses et qu'il n'est pas facile de distinguer ce qui relève de l'aventure intellectuelle de ce qui relève de l'intérêt économique. Voilà donc le Wall Street journal qui annonce le premier les principales découvertes scientifiques. Voilà le "Nasdaq" qui évolue en fonction du transfert des chercheurs les plus prestigieux dans les entreprises les plus compétitives. Et voilà Tony Blair et Jan Zeming qui signent des éditoriaux dans "Science" ou "Nature". Le toujours plus du marché répond au toujours plus petit, toujours plus loin, toujours plus exact de la science. Alors, "la paix de l'âme est interdite; elle casserait le moteur de l'expansion" (Maurice Bellet). Irrésistible.

C'est précisément ces rapports ambigus du savoir, de l'argent et du pouvoir qui permettaient à Dennis Gabor en 1964 déjà, d'énoncer son principe : "tout ce qui est techniquement faisable sera entrepris et tout ce qui est vendable sera réalisé".

André Lowff, le grand biologiste français, va plus loin: "Fruit de la curiosité, écrit-il, le désir de connaître, de comprendre, est le ressort du savant. Chez le savant comme chez l'artiste, le désir de possession trouve sa satisfaction sublimée dans l'acte créateur. La science, de par sa structure, de part sa nature même qui exclut la sensibilité, la science, *uvre de l'homme, est inhumaine absolument".

Inhumaine, inflexible: peut-être doit-elle l'être pour poursuivre sa quête sans rien considérer d'autre. Que faire? On ne peut pas demander aux scientifiques d'être sages: ils ne sont pas plus vertueux que nous et l'arrogance de l'esprit n'a rien à envier à celle de l'argent et du pouvoir. Il n'y a qu'une issue. D'une part, impliquer la société, c'est-à-dire renforcer la capacité politique de fixer des limites et des règles en la fondant sur une meilleure compréhension des gains et des risques. Cela passe par l'intégration de la science dans la culture et dans notre représentation du monde. D'autre part, impliquer la science, c'est-à-dire faire communiquer les savoirs entre eux pour leur permettre d'affronter "les risques d'erreurs et d'illusion qui ne cessent de parasiter l'esprit humain" (E. Morin) et pour mieux rendre compte de la complexité du monde. Alors, la dynamique extraordinaire de la science permettra peut-être de transformer les données en information, l'information en connaissance et la connaissance en sagesse et en prospérité.

Mais d'abord, essayons de comprendre en quoi la dynamique scientifique et

l'organisation de la science nous menacent et menacent la science elle-même.

Les menaces

Les menaces sont intérieures. La première vient paradoxalement de ce qui a fait la force de la science: l'organisation disciplinaire du savoir. L'homme est d'un seul tenant: il est simultanément un être physique, biologique, psychologique, culturel, social et historique vivant localement une réalité qui participe de phénomènes complexes et de plus en plus planétaires. Or, que voyons-nous? La connaissance qui devrait rendre compte de cette unité complexe de la nature et de la condition humaine est éparpillée dans une multitude de disciplines. L'homme de la science est émietté; les savoirs qui l'exprime ne communiquent plus entre eux.

"Seul le pouvoir découpe le savoir", a écrit Michel Serres. C'est bien de pouvoir, de territoire, de propriété du savoir qu'il s'agit. Résultat: l'acharnement disciplinaire a permis les avancées extraordinaires de la connaissance; mais il a laissé dans l'ombre les phénomènes complexes qui déterminent la vie dans ce monde. Que sait-on concrètement de la construction de la paix, des processus de développement et de la complexité des organisations humaines? Pourquoi l'histoire, qui n'a de sens que par rapport à la modernité, reste-t-elle confinée dans les cabinets des historiens? Que dire de la connaissance humaine, de ses infirmités, de sa propension à l'erreur et à l'illusion qui favorisent le prêt-à-penser? Et comment ces savoirs qui ne communiquent pas entre eux pourraient-ils communiquer avec la société?

Résultat : nous produisons, à notre insu, des savants incultes et des décideurs ignorants qui s'ignorent mutuellement. Nous multiplions les vulgarisateurs plutôt que d'apprendre à apprendre.

Face aux savoirs éclatés, face à ses gardiens et à ses temples, s'impose l'urgence de messagers entre ceux qui savent différemment. Après le temps des propriétaires, voici venir le temps des passeurs, de ceux qui savent saisir les problèmes globaux et fondamentaux pour y inscrire des connaissances partielles et locales.

Ce temps est à conquérir. Il faudra concilier le nécessaire acharnement disciplinaire et l'aveuglement qu'il implique avec la passion transdisciplinaire et la superficialité qu'elle peut provoquer. Cela suppose de la patience et de la générosité, des normes de validité scientifique repensées, la conviction que la fécondité scientifique est aux frontières, là où se confrontent les logiques, s'entrechoquent les concepts, s'affrontent les méthodes. Avons-nous le choix? Le marché de l'emploi demande de la polydisciplinarité; la science, confrontée à des questions de plus en plus complexes, construit des convergences nouvelles de savoirs et requiert l'interdisciplinarité; les démocraties nationales et planétaires pour exister doivent mettre en échec les Tours de Babel et ont besoin de transdisciplinarité. Il faut donc, à tous prix, combiner plutôt que juxtaposer les savoirs, l'action des savants, des artistes et des écrivains. Le devoir d'ingérence intellectuelle, le courage de s'occuper de ce qui ne nous regarde pas, la nécessité de s'approprier les questions des autres devient une obligation morale, scientifique et politique. Depuis plus de trente ans, cette question est posée et nous n'avons rien fait ou presque rien. La transdisciplinarité n'est plus une question technique, c'est un choix de société. La Suisse est assez forte pour faire ce choix. Si nous n'y prenons garde, nos enfants ou

les enfants de nos enfants seront les nouveaux barbares.

La deuxième menace vient de l'organisation interne des universités. Qu'est-ce qu'une université? C'est une organisation d'experts. Qu'est-ce qu'un expert? L'expert est un acteur possédant une connaissance spécialisée, diffusée dans le cercle des porteurs de la même expertise. Cette exclusivité totale ou partielle fonde sa position et son pouvoir institutionnels et lui permet d'échapper au contrôle des autres acteurs et notamment à ceux qui dirigent l'institution. Le problème de tout expert est de le rester, alors que les connaissances qui fondent son expertise sont menacées d'obsolescence. Il n'a donc qu'une issue: maintenir la rareté de son savoir par une stratégie de renouvellement permanent. Ce mécanisme exigeant est à la source de la dynamique de la science. Mais parce que son pouvoir reste entaché d'une certaine précarité, dans la mesure où il repose sur une avance qui se réduit, l'expert, avec le temps, avec l'âge, cherche souvent à la pérenniser en s'efforçant de transformer son influence informelle de savant en autorité reconnue par un titre et un pouvoir. Alors, comme sous le coup d'une loi institutionnelle, l'expertise inéluctablement se transforme en autorité formelle - l'expert devient chef -, l'autorité formelle s'exerce sur une discipline qui devient territoire. Alors parfois, insidieusement, sans y prendre garde, l'énergie pour connaître se transforme en énergie pour posséder, puis pour défendre. Mais la possession appauvrit, mais la défense enferme. Alors la logique des territoires se renforce et la coopération devient plus difficile. Alors l'université devient une organisation de propriétaires plutôt que de coopérants.

Que peuvent faire les profanes qui dirigent l'institution? Face à la multiplicité des experts confrontés à la nécessité de disposer d'une mesure commune de la performance pour allouer des ressources, ils n'ont d'outils que la mesure des résultats par des indicateurs standardisés et le recours à l'avis de pairs égaux et semblables. Tous les systèmes de mesure ont des effets pervers qui peuvent alimenter les stratégies individuelles de carrière. Soit: ce n'est pas le plus important. Ce qui, à mon sens, l'est plus, c'est que, premièrement, ces mécanismes ont un effet normalisateur sur la production de connaissances. Ils limitent l'inattendu, freinent l'originalité et renforcent la monodisciplinarité. Deuxièmement, ils provoquent une individualisation de la performance au moment où il faudrait renforcer le groupe pour créer de l'intelligence collective.

Enfin, ces mécanismes d'appauvrissement intérieur ont des répercussions directes sur les relations extérieures entre universités au niveau national. Qu'observons-nous? D'un côté des groupes audacieux, créatifs qui, par delà les barrières institutionnelles, coopèrent aux niveaux national et international, portés par un projet scientifique. De l'autre des institutions prises dans la logique territoriale, qui n'ont d'autres choix que la gestion précautionneuse de l'autonomie et l'administration prudente des rivalités et de la coopération. Comme si le compétiteur, le vrai, celui qui vous oblige au dépassement et vous contraint à vivre sur le qui-vive, était national. Il faut le dire et le redire: dans ce monde plus ouvert, la question n'est plus de savoir qui de l'EPFL, de l'EPFZ, de l'Université de Lausanne, de Bâle ou d'ailleurs l'emportera. Ces petites rivalités menacent d'implosion notre monde universitaire. La seule question est de savoir si nos Hautes Ecoles peuvent exister dans le monde. Le choix est entre l'insignifiance et la reconnaissance mondiale. Il n'y en a pas d'autres.

La troisième menace vient de l'insuffisance du lien social de la science. Un individu sur six est chinois, le sous-continent indien compte près d'un milliard d'habitants et en Suisse le chinois, le sanscrit, les études asiatiques sont des petites disciplines. Plus d'un milliard de personnes invoquent Allah, l'Islam nous tient en haleine et son histoire, sa diversité, ses textes, sa langue sont enseignés dans l'intimité. Nous entreprenons une longue marche vers l'Europe, mais l'Europe en tant que civilisation et comme espace politique échappe à la grande majorité de nos étudiants qui auront un jour à se prononcer sur l'adhésion. Les principales causes de mortalité dans le monde sont les maladies des poumons, les diarrhées et les maladies périnatales; pourtant, l'essentiel de la recherche visent à guérir ou à colmater les ravages de l'âge. Car la science et la technologie s'orientent soit en fonction de la solvabilité de ceux qui en bénéficient et, dans cette logique la peau d'un blanc industrialisé vaut toujours beaucoup plus cher que celle d'un noir, d'un jaune ou d'un blanc "en développement". Soit en fonction de l'organisation actuelle du savoir et de la préservation des équilibres internes des Hautes Ecoles. En tout cas, pas assez en fonction des questions de la société. "J'ai des réponses, dit la Science à la Société, as-tu des questions?". "J'ai des clients, as-tu des propositions?", dit l'Economie à la Science". Renforcer le lien social de la science, c'est donc repenser systématiquement le processus par lequel les questions incertaines, parfois inconscientes, les doutes et les peurs de la société émergent et peuvent se transformer en objets d'étude. Renforcer le lien social de la science, c'est aussi élaborer les savoirs indispensables aux entreprises qui - faut-il le rappeler - assurent notre prospérité, donc la capacité de financer les politiques publiques et les Hautes Ecoles. Ce travail sur les questions qui nous hantent et les savoirs dont nous avons besoin est une quête civique. Libre, rigoureuse, exigeante, systématique, elle doit impliquer la société civile, l'économie et la science. C'est dans ce travail que la science affirmera son indépendance et son autorité, son autonomie et son utilité. C'est dans ce travail que s'élaborera concrètement le dialogue entre la science et la cité. C'est dans ce travail que notre petit pays, grâce à sa taille, grâce à sa diversité culturelle, pourrait faire *uvre de pionnier.

Vers un nouveau contrat science-société-économie

"Nous sommes à la recherche d'une connaissance qui traduise la complexité du réel, respecte l'existence des êtres et le mystère des choses et comporte le principe de sa propre connaissance", écrivait Edgar Morin en 1977. Aujourd'hui, où la raison n'est plus le langage universel, cette quête est plus que jamais nécessaire. Que faire, ici et maintenant, au moment où un processus majeur de réforme du monde universitaire se développe et prend de l'ampleur dans notre pays? C'est sur cette interrogation que j'aimerais terminer mon propos.

Je tiens pour acquis - c'est audacieux mais pas téméraire - que le processus de réforme en cours aboutira et que, grâce à l'article constitutionnel actuellement en consultation, grâce au Message 2004-2007 actuellement en préparation, grâce à d'importantes ressources supplémentaires actuellement en négociation, la Confédération et les cantons seront capables, ensemble, de transformer le cadre dans lequel opèrent les Hautes Ecoles. En créant des conditions plus favorables, Confédération et cantons devraient desserrer l'étau des contraintes qui freinent le développement des universités et les amener à se réinventer. Alors, les étudiants et

les étudiantes seront plus mobiles, grâce à des bourses; ils auront plus de choix, grâce à des comparaisons systématiques entre universités; ils passeront quelques semestres ici, un à Berlin, un à Pékin, reviendront faire un Master et pourront repartir faire un doctorat en Californie ou au Japon, grâce à un système de crédits. Alors, les mécanismes d'incitation à la carrière universitaire, grâce à la prétitularisation conditionnelle, grâce à la création d'études doctorales, grâce à la création de postes dans le corps intermédiaire, donneront davantage de chances aux jeunes gens qui le souhaitent. Alors, la gouvernance interne des Hautes Ecoles permettra aux rectorats de gouverner. Alors l'allocation des ressources de la Confédération et des cantons sera plus équitable et mieux liée aux performances. Alors la recherche fondamentale sera renforcée. Alors, les Hautes Ecoles suisses auront su créer dans le monde, ces routes et ces comptoirs du savoir d'où elles pourront valoriser et partager leurs connaissances, nouer de nouveaux partenariats, stimuler les échanges, apprendre des autres, à Boston, à San Francisco, à Abidjan, à Shanghai, à Moscou et ailleurs. Tout ceci se prépare, patiemment, avec le soutien du Parlement et de la coopération des cantons. Tout ceci est nécessaire. Mais ce n'est pas suffisant. L'essentiel est, je crois, dans la dynamique des nouvelles formes de production et de transmission du savoir qui émergent peu à peu en Suisse et dans le monde.

Que nous apprend l'observation du paysage universitaire suisse en mouvement? Que la création et la diffusion de savoirs se fait par l'agrégation spontanée d'intelligences, par la confrontation critique entre des individus libres qui ne pensent pas la même chose, par les connexions, les interactions de ceux qui, parfois, sont dans d'autres univers culturels, chacun branché sur ses propres réseaux du savoir, à travers lesquels ils peuvent faire converger vers le groupe, vers ses lieux, pour ses thèmes ou ses questions, l'information nécessaire. Le groupe: l'intelligence collective ne peut se développer que dans une équipe d'individus complémentaires: jeunes, vieux, hommes, femmes, maîtres et élèves, portés par le même but, liés par un projet scientifique et pédagogique et non par la hiérarchie. Le lieu: la proximité physique joue un rôle central pour stimuler la coopération et constituer un savoir commun interconnecté résultant des interactions du groupe avec son environnement cognitif. Les questions: elles seront disciplinaires sans doutes, mais aussi transdisciplinaires, capables de fédérer des disciplines différentes autour d'un projet. Groupe, proximité physique, projets et questions: grâce à eux peut se construire une communauté fondée sur la solidarité, la réciprocité et des valeurs partagées. Il suffit d'offrir un espace de développement pour stimuler ces nouvelles formes d'organisation. Les superstructures institutionnelles et politiques suivront plutôt qu'elle ne précéderont, soutiendront plus qu'elles n'imposeront. L'art supérieur du faire, c'est décidément le faire-faire, l'aider à faire, parfois même le laisser-faire*

Cette organisation plus ouverte, moins bureaucratique, moins soumise à une discipline ou à une institution, plus à l'écoute de la société, est prometteuse. Mais pour lui permettre de vivre et de jouer son rôle dans la transformation du paysage universitaire, il faut, grâce à une volonté politique et institutionnelle, créer des conditions favorables. Première condition: allouer des ressources aux grandes problématiques de long terme capables de renforcer la convergence des savoirs et des disciplines. Exemples: la sécurité, le désordre climatique, le développement durable, la conscience, la douleur, etc.. Le Fonds national, qui a déjà entrepris des actions de ce type et veut faire mieux communiquer ses divisions, trouvera là l'occasion de se renforcer. Deuxième condition favorable: mettre à disposition des

lieux, des équipements, des titres capables d'attirer les chercheurs suisses et étrangers de disciplines différentes, provenant d'institutions publiques et privées, soucieux seulement de partager une aventure et un projet. Un projet, donc le quotidien, le café, tout cet informel qui permet de créer une communauté et d'échanger de l'information. Troisième condition favorable: changer la conception-même des études universitaires en organisant systématiquement - comme le fera cette maison - des cursus transdisciplinaires obligatoires pour permettre aux étudiants des sciences sociales et humaines de s'affranchir de l'"illettrisme scientifique" et aux étudiants en sciences naturelles d'approfondir leurs racines culturelles et leur conscience du monde. Enfin, quatrième condition favorable: l'autonomie. Mais l'autonomie dont il s'agit ne doit pas être une autonomie de défense des privilèges et des territoires. C'est une autonomie communicante et coopérante qui incitera les meilleurs compétiteurs, ceux qui s'imposent à un niveau international, à être aussi les meilleurs coopérants.

Utopies? Oui, Mesdames et Messieurs, résolument. Mais utopies réalistes, concrètes, qui pourraient soutenir l'élan que la mise à nu de nos aveuglements doit absolument provoquer. Certes, on ne rase pas gratis demain et il faudra bien faire ce que font si bien les lézards: abandonner la queue, là où il y a des ressources et peu de résultats. Certes il faudra choisir et choisir c'est renoncer. Certes il faudra refonder et refonder c'est abandonner. Mais tout ceci, tout ce que je viens d'évoquer, est réalisable concrètement, ici et maintenant. Le projet universitaire de coopération lémanique, le projet "Vet Suisse" qui permettra de construire sur deux sites - Berne et Zurich - une seule faculté de médecine vétérinaire, quelques autres, sont inarrêtables. D'abord, parce que, dans l'état, ils sont difficiles à vivre et qu'ils constituent à l'évidence une première étape. Ensuite, parce que cette première étape crée des interdépendances fécondes et inaugure un processus d'apprentissage qui déjà prend de l'ampleur. La convergence des savoirs, la combinaison des sciences de l'ingénieur et des sciences de la vie, des sciences de l'homme, de la société et de la nature, imposée par l'évolution scientifique, impose la convergence des institutions. Qui, parmi les recteurs suisses, n'a pas compris que son partenaire naturel pour faire converger les savoirs c'est les écoles polytechniques? Le rectorat de l'Université de Lausanne le pense, le dit, le clame, persiste et signe. Lequel parmi les présidents des écoles polytechniques ne sait pas que c'est avec les universités voisines et avec les HES que se feront les alliances les plus prometteuses? La présidence de l'EPFL ne le dit pas mais n'en pense peut-être pas moins. Et pourquoi ce qui est possible, raisonnable, prometteur à Lausanne - l'intégration de la chimie, de la physique et de la mathématique - ne le serait-il pas un jour à Zurich?

Après cette première étape, il y en aura donc d'autres. La Confédération et les cantons, dans le cadre de la Conférence universitaire suisse, préparent avec les recteurs l'étape suivante. Mais il y a une condition de réussite déterminante: plus de recherche fondamentale, plus d'étudiants, plus de connaissances nouvelles, plus en prise sur le monde et la société sur le passé et l'avenir, plus de brevets, plus d'innovation, plus de créativité, plus de réformes, plus d'alliances interinstitutionnelles, plus d'actions transdisciplinaires, plus de questionnement social, plus d'esprit critique, plus de dialogue avec la cité, c'est beaucoup plus de ressources. Pas, malgré la crise économique qui nous menace et le désarroi qui nous saisit. Mais à cause d'eux.

Je dois conclure. J'ai essayé de montrer que, dans ce monde qui nous échappe et nous fait peur, il reste un impensé qui, nous le savons aujourd'hui, peut provoquer l'impensable. Si l'université, si la vieille dame, qui nous réunit aujourd'hui et qui en a vu d'autres, est capable de produire et de diffuser un savoir qui parle aux hommes et aux femmes de leur passé, de leur avenir et de leur condition; si ce savoir permet de lier des êtres singuliers à leurs semblables, de relier l'intime et l'universel, de produire de la valeur marchande et du sens, peut-être pourrons-nous un jour lointain penser l'impensé pour empêcher l'impensable. Reste que notre belle et unique planète qui émerge lentement comme objet d'étude et comme patrie est bien plus qu'un système complexe; c'est un tourbillon en action constitué d'une multitude de centres organisateurs et peuplé, heureusement, de mystères. "Puisque ces mystères nous dépassent, disait Cocteau, feignons d'en être les organisateurs". Feindre? On peut faire mieux: par un empirisme savant, par l'apprentissage, tenter de les apprivoiser pour mieux déployer la force civilisatrice de la connaissance partagée. Mais la route sera longue. Pour nous accompagner, voici en guise d'encouragement une sourate du Coran mêlée par mes soins à notre vieille sagesse des nations: "la soie naît d'un vers, l'or d'un caillou, du bout de bois le feu, du bonheur la mémoire, du doute la connaissance, de l'action l'espoir, de l'échec le succès, du pire le meilleur".